



Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique

Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay,
Nikos Smyrnaio

► To cite this version:

Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay, Nikos Smyrnaio. Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique. [Rapport de recherche] Laboratoire d'Etudes et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales. 2018. hal-02120478

HAL Id: hal-02120478

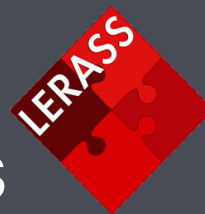
<https://amu.hal.science/hal-02120478>

Submitted on 6 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique



Rapport de recherche - 07 décembre 2018
Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales,
Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse

Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Laurent Thiong-Kay, Nikos Smyrnaio



Ce sont différents lieux d'expression et de débat autour des Gilets jaunes que nous avons voulu suivre à intervalles réguliers et quasiment en temps réel. Des arènes numériques où se joue en partie le débat et prennent forme les controverses actuelles. Ce second rapport s'appuie à nouveau sur deux réquisits théoriques : les possibilités croisées de circonscrire le phénomène des Gilets jaunes et de recueillir en creux le discours médiatique. Force est de constater, en effet, la grande plasticité du phénomène des Gilets jaunes, sa volatilité (les données dynamiques qui peuvent disparaître), son volume et sa temporalité si spécifiques.

Cette difficulté a en partie été franchie à l'aide du logiciel libre d'analyse statistique de données textuelles Iramuteq¹, développé au sein de notre laboratoire, qui permet de faire émerger les principales thématiques contenues dans des gros corpus de texte (sous forme de classes de discours). Dans ce second rapport, nous avons cherché à mesurer l'évolution de ce phénomène dans plusieurs arènes à nouveau (Twitter, Facebook, la presse quotidienne nationale) en tenant compte des récents événements (manifestation du 1er décembre à Paris, annonces du gouvernement). La récolte des données qui ont été analysées entourent la manifestation du 1er décembre.

Si notre précédent rapport² a pu constater que le cadrage médiatique insistait particulièrement sur la colère des Gilets jaunes et les conflits d'usages, en faisant croire à tort qu'ils étaient indifférents à la question environnementale, nous avons noté sur cette période un revirement des médias.

C'est ainsi que la «politisation dans les pratiques socio-numériques», systématiquement minorée alors qu'elle devrait être davantage prise au sérieux par les autorités et les figures installées du monde politique, intellectuel et médiatique, est ici davantage couverte et renseignée mais de manière assez testimoniale et diverse.

Nous avons relevé également que le phénomène des Gilets jaunes n'était pas si hétérogène ni si hermétique aux enjeux publics que sa couverture médiatique le laissait entendre. Nous avons voulu savoir si les revendications (combat contre les inégalités sociales et injustices fiscales) avaient évolué et si elles s'étaient diluées ou étoffées d'une foule de revendications hétérogènes après la première manifestation. Quelle structuration éventuelle du phénomène peut apparaître en ligne ? Quelle parole et quel débat (si l'on peut encore en identifier) s'y inscrivent ? Certains discours sont-ils plus majoritaires que d'autres ? Les dimensions du complot, des "fake news", sont-elles si représentatives de la mobilisation ? Quel(s) type(s) de couverture médiatique face à l'accélération de l'actualité et la dimension rhizomatique de ce phénomène ?

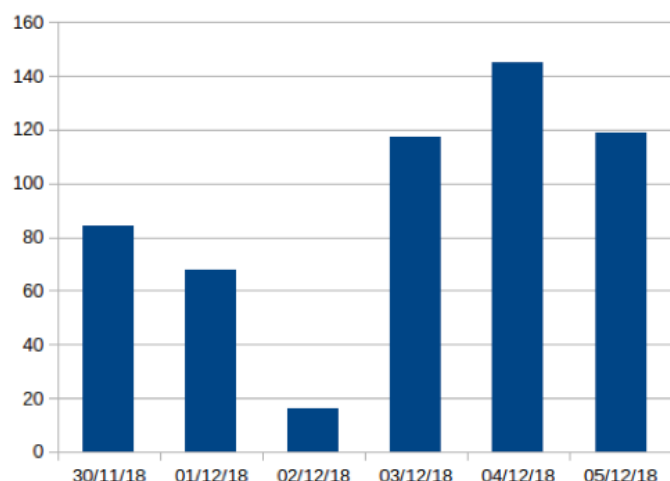
¹ www.iramuteq.org Logiciel libre développé Pierre Ratinaud (LERASS-Université de Toulouse).

² <https://www.lerass.com/wp-content/uploads/2018/01/Rapport-Gilets-Jaunes-1.pdf>

Corpus extrait et analysé¹

Presse quotidienne nationale

Du 30 novembre au 05 décembre 2018, soit 549 articles publiés par L'Agefi quotidien, La Croix, La Tribune quotidien, Libération, L'Humanité, La Correspondance Economique, le Figaro, Les Echos, Aujourd'hui en France, Le Monde (catégorie presse quotidienne nationale de la base Europresse).



À l'échelle de ce corpus, le nombre d'articles publiés sur les Gilets jaunes connaît une hausse considérable à partir du lundi 03 avec un pic de plus de 140 articles publiés sur la journée du 04 décembre.

Sources	Effectifs	Pourcentage (%)
Aujourd'hui en France	71	12,93
La Tribune	32	5,83
Les Echos	69	12,57
La Correspondance économi	8	1,46
Le Figaro	134	24,41
La Croix	40	7,29
l'Humanité	71	12,93
Libération	48	8,74
Le Monde	73	13,30
L'Agefi	3	0,55
TOTAL	549	100,00

Parmi les journaux concernés par notre collecte d'articles, Le Figaro, Le Monde, Aujourd'hui en France et l'Humanité sont ceux qui ont le plus produit d'articles sur les Gilets Jaunes, avec plus de 70 articles comptabilisés sur une période de six jours.

Facebook

Du 2 au 5 décembre 2018 soit 37 251 posts et commentaires du groupe "France en colère" diligenté par Maxime Nicolle (Fly Rider), Eric Drouet et Priscillia Ludosky et qui comprend 230 000 membres (<https://www.facebook.com/groups/262974177695789/>)

Twitter

Du 30 novembre au 4 décembre 2018 soit 2 312 593 tweets (422 250 tweets originaux) comportant les termes "gilets jaunes".

¹ Nous remercions Lucie Loubère, post-doctorante au laboratoire IMSIC, Université Aix-Marseille, tout particulièrement pour l'extraction des données et la constitution des corpus.

1. Les médias : parole laissée aux Gilets jaunes

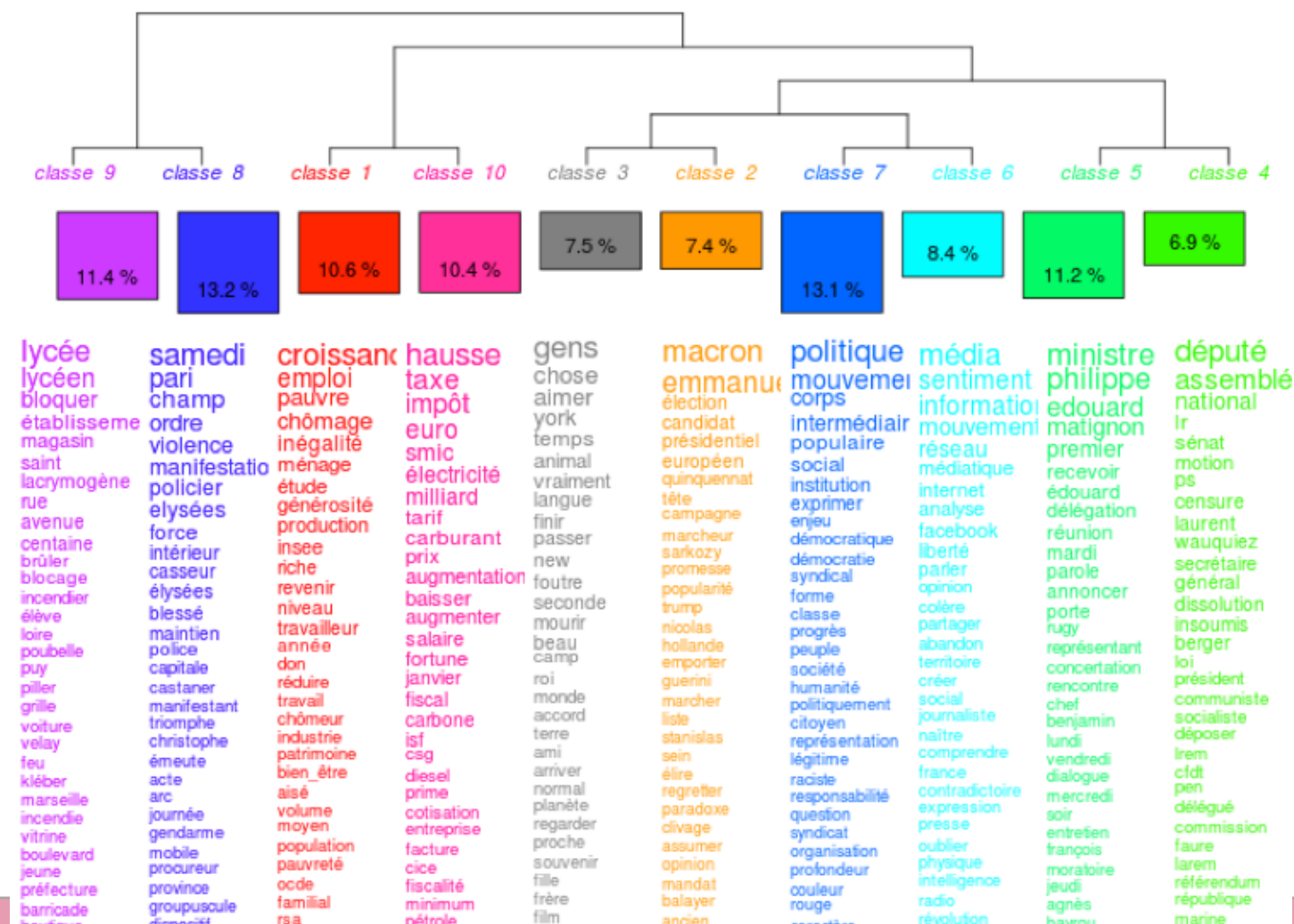
L'analyse de ce corpus de presse, sur une temporalité bien plus circonscrite que le premier corpus du précédent rapport, rend observable au moins trois évolutions récentes du cadrage médiatique.

La première tient à l'apparition d'une classe lexicale qui concède une place non-négligeable aux témoignages, à des paroles rapportées, qui semble relever d'un cadrage épisodique. Ces paroles diverses partagent le point commun de relever de l'oralité, dans le style du micro-trottoir et vient soutenir une critique à l'encontre d'Emmanuel Macron. Parmi ces commentaires oraux, figurent des paroles de Gilets jaunes, d'observateurs, de témoins directs et indirects des événements qui livrent leur avis et opinions sur la situation.

La seconde évolution révèle, sur cette temporalité où le contexte est marqué par l'irruption des mobilisations lycéennes, une relative marginalisation du traitement médiatique des blocages bien plus présent dans le précédent corpus. Enfin, le cadrage plus thématique des médias laisse apercevoir que la thématique écologique semble moins mise en perspective avec les Gilets jaunes au profit d'une insistance sur le contexte économique et social, le pouvoir d'achat et la fiscalité.

Notre analyse textométrique des articles de presse couvrant les Gilets jaunes fait apparaître quatre sous-ensembles et dix classes de discours.

Le premier sous-ensemble renvoie aux bilans des violences des manifestations et mobilisations lycéennes. Le second est plus axé sur l'analyse des causes du mouvement. Celles-ci sont principalement abordées sous l'angle d'un contexte économique et social problématique (classe 1) et celui de la fiscalité et du pouvoir d'achat (classe 10). Le troisième ensemble lexical procède davantage d'une tentative de qualification et de compréhension du mouvement, de sa nature, de ses revendications, entre expression populaire, renouveau démocratique, affiliations idéologiques (classe 7) et relation aux médias (classe 6) et le désaveu d'Emmanuel Macron dont la légitimité et la popularité nationale et internationale sont entachées par le mouvement (classe 2), comme l'illustrent et le corroborent les témoignages divers collectés (classe 3). Enfin, le quatrième ensemble peut être envisagé comme les conséquences du mouvement sur l'agenda politique (Gouvernement et Assemblée nationale). Les annonces et tentatives infructueuses de dialogue engagées par Edouard Philippe sont ainsi relayées (classe 5) ainsi que les prises de position des partis et groupes parlementaires à l'Assemblée nationale (classe 4).



Le dendrogramme des classes lexicales contenues dans l'échantillon d'articles de presse

La violence des mobilisations (classes 8 et 9)

Le premier ensemble de discours à gauche du dendrogramme est le premier à se distinguer nettement du reste de la classification. Il est composé des classes 9 et 8. Les termes faisant référence à la violence y sont particulièrement présents : “violence”, “casseur”, “blessé”, “émeute”, “lacrymogène”, “brûler”. Il est consacré aux violences qui se sont déroulées au cours des manifestations du 24 novembre et du samedi 1er décembre, notamment sur les Champs Élysées (classe 8, numériquement la plus importante du corpus) et à celles liées à la mobilisation des lycéens, dans toute la France, suite à l’appel de l’UNL du 30 novembre 2018 (classe 9). On retrouve des éléments qui dressent le bilan des manifestations dans lequel les violences, aussi qualifiées “d’émeutes” (49 occurrences), qui ont opposées les forces de l’ordre aux “casseurs” et/ou aux “manifestants” à Paris, sur les Champs-Élysées, occupent une place prépondérante. Ce bilan est quantitatif et matériel lorsque le nombre de blessés, le déploiement des forces de l’ordre (police, gendarmerie) ou le chiffrage des dégradations sur les Champs Élysées sont évoqués. Il est aussi parfois question de l’identité politique des “casseurs”, comme en témoigne l’extrait ci-dessous :

Ultras nationalistes qui sont les auteurs des violences militants d’extrême droite activistes radicaux et gilets jaunes ordinaires ont affrontés les forces de l’ordre qui a vraiment été à l’origine de la violence du mouvement des gilets jaunes samedi 1er décembre en particulier à Paris (Le Monde, 04/12/18)

Mais le bilan est également moral et/ou politique dès lors que les réactions de l’exécutif, par le truchement de Christophe Castaner, ancien porte-parole du gouvernement, sont mises en évidence. Ces réactions semblent principalement orientées vers l’annonce de la recherche d’un dialogue avec les Gilets jaunes et celle d’un renforcement du dispositif policier en prévision des prochaines mobilisations alors qu’une manifestation pour le climat est également annoncée pour le 8 décembre à l’occasion de la tenue de “Cop 24” :

Après les manifestations du samedi 1er décembre émaillées de violences l’exécutif cherche la formule pour rétablir le dialogue avec les gilets jaunes entre manifestants pacifiques et casseurs professionnels les opérations de maintien de l’ordre sont devenues très délicates (La Croix, 03/12/18)

le ministre de l’intérieur Christophe Castaner a invité hier soir les organisateurs de la marche pour le climat prévue samedi à Paris à ne pas maintenir cette manifestation après les violences qui ont émaillé celle des gilets jaunes ce week-end (La correspondance économique 04/12/18)

La classe 11 quant à elle est plus spécifiquement associée à la mobilisation des lycéens en France suite à l’appel de l’UNL du 30 novembre, également dépeinte sous l’angle des violences et des dégradations, comme en atteste la récurrences des termes comme “lacrymogène”, “feu”, “incendier”, “piller”. Ces mobilisations font l’objet d’un traitement significativement bien plus important le 02 décembre et le 04 décembre.

A Blagnac des lycéens ont mis le feu à leur hall d’entrée dans un chaos total en région parisienne 21 lycées de Seine-Saint-Denis étaient bloqués des voitures des poubelles des chariots de supermarchés ont été incendiés (Le Figaro, 05/12/18)

Un contexte social et économique qui explique la portée du mouvement (classes 1 et 10)

Le contexte de crise économique et sociale avec le creusement des “inégalités” en France et dans le monde est invoqué pour expliquer les causes du mouvement. Ces commentaires d’analyse s’appuient sur des chiffres et statistiques mettant en évidence le creusement des inégalités, la dégradation des conditions de vie, tout particulièrement pour les ménages les plus pauvres, la part des ménages survivant grâce aux aides sociales, le nombre de chômeurs, la baisse de la production, etc. On peut également retrouver des comparaisons avec mai 68, survenu, contrairement aux Gilets Jaunes, dans un contexte de plein emploi (classe 1). Le second pôle analytique principalement investi est celui de la fiscalité et du pouvoir d’achat (classe 10). C’est ici la question des solutions envisagées pour satisfaire les revendications des Gilets Jaunes mais également l’analyse des mesures fiscales et l’effet sur l’économie française qu’elles étaient censées avoir.

Les classes 7 et 6 témoignent des difficultés à saisir et effectuer une lecture univoque du mouvement. Le terme "mouvement" apparaît de manière très significative dans le corpus (788 occurrences). La majorité des occurrences s'insère dans le contexte lexical de la classe 7 regroupant les segments consacrés aux tentatives de compréhension d'une mobilisation qui peine à se laisser saisir.

Le "mouvement" apparaît ainsi comme une qualification générique pour dépeindre une forme d'organisation "inédit(e)" ou "protéiforme". La classe 7 est émaillée des interventions d'experts (scientifiques, commentateurs, représentants politiques et syndicaux) qui viennent apporter leur éclairage, en interrogeant, par exemple, la place et le rôle des "corps intermédiaires" et les relations entre Gilets jaunes, organisations syndicales et partis politiques. Ainsi la mise à mal, la crise des "corps intermédiaires" en partie provoquée par la réforme du code du Travail est invoquée comme un facteur explicatif de ce mouvement sans représentant qui ne se laisserait pas appréhender sous l'angle d'un clivage gauche/droite traditionnel. Il reste cependant question de la catégorisation politique et idéologique des gilets jaunes en s'appuyant sur certaines revendications (ex: renouveau "démocratique", justice sociale) ou sur un étiquetage idéologique des individus et sympathisants. Les commentateurs peuvent aussi s'appuyer sur les résultats des sondages menés par "Elabe" afin d'émettre des hypothèses sur les affiliations idéologiques dominantes au sein du mouvement et sur le soutien de personnalités politiques comme Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen. La question de la "récupération politique" fait également l'objet de compréhensions différenciées et l'on retrouve, à l'occasion de ces commentaires de soutien aux mobilisés, des critiques à l'encontre du gouvernement.

Une question posée aux organisations de gauche comment transformer la colère populaire en changement politique rappel des faits après le mouvement contre la casse du code du travail la lutte contre la mise à mal et la libéralisation du service public ferroviaire les gilets jaunes posent la question de la justice sociale (L'Humanité, 03/12/2018).

nous vivons un moment historique où la conjonction des mobilisations ouvre enfin de réelles perspectives de progrès social en lien avec le progrès écologique l'une des spécificités de ce mouvement réside dans son autonomie vis_à_vis des syndicats et des partis politiques (L'Humanité

bien au contraire c'est en reconnaître les multiples dimensions crise de la représentation démocratique et des corps intermédiaires crise de l'exercice du pouvoir politique marquée par la verticalité et l'entre soi (Le Monde 04/12/2018)

en restructurant la politique sur une base sociologique et en semblant légitimer par son action une forme de démocratie directe sans corps intermédiaires emmanuel macron a favorisé cet effet miroir (Les Echos, 05/12/2018)

La compréhension du mouvement passe aussi par l'analyse de ses relations aux "médias" (classe 6). Les médias parlent ainsi des médias en s'intéressant aux usages faits par les Gilets jaunes des réseaux sociaux numériques et les relations conflictuelles manifestées à l'égard des médias, notamment de grande audience. Il est fait appel au registre du ressenti comme en témoigne la récurrence du terme "sentiment" pour expliciter le ressenti d'acteurs différents, allant des manifestants (abandon des territoires ruraux, colère, désespoir, sentiment d'être stigmatisés ou caricaturés par les médias, etc) aux forces de l'ordre (abandon).

On peut également noter une forme de réflexivité, voire une forme d'auto-critique face à un mouvement dont le surgissement a sidéré le champ politique et médiatique. Il est également fait mention d'une méfiance des Gilets jaunes parfois exprimée envers les médias et les journalistes à l'occasion des manifestations ou sur les réseaux sociaux qui a pu avoir pour conséquence, entre autre, de déstabiliser les rédactions et de susciter des questionnements sur les causes de ce ressentiment. La parole étant bien davantage laissée à des interlocuteurs bénéficiant d'un statut d'expert, il est somme toute fait assez peu de cas des revendications concrètes, clairement explicitées des Gilets jaunes. Celles-ci apparaissent morcelées et mise en lumière par rapport à des éléments contextuels et analytiques sur lesquels les experts ont une prise.

Jusqu'à prendre des formes de rejets physiques de coups de bris de matériels divorce entre médias et revendication sociale la première de ces expériences est celle de mouvements revendicatifs et de mobilisations sociales dans lesquelles s'exprime avec virulence la contestation des analyses qui dominaient dans la plupart des grands médias (la tribune France 04/12/2018)

Pour Fabrice Epelboin professeur à sciences po et spécialiste des médias sociaux et du web social facebook est donc devenu un outil d'opposition particulièrement redoutable il n'y a pas de raison pour l'heure de penser que le mouvement va s'atténuer sur Facebook (la tribune 05/12/2018)

né et organisé sur les réseaux sociaux le mouvement se veut apolitique et citoyen après à peine un mois d'existence il tente de se structurer afin d'être audible auprès du pouvoir et des médias (La Croix, 30/11/2018)

À l'heure des réseaux sociaux le gouvernement aura appris tout comme certains médias et communicants à leurs dépens et face à ce mouvement inédit que les leviers de manipulation de l'opinion publique qui ont été utilisés jusqu'alors sont des techniques d'un ancien monde qu'ils avaient prétention à changer (La Tribune 05/12/2018)

d'autant plus qu'il s'agit d'un mouvement d'une mobilisation sans cadre d'organisation de référence et là encore les médias se trouvent placés dans une position paradoxale à commencer par les chaînes d'information en continu (La Tribune, 05/12/2018)

Bilan impopulaire pour E. Macron (classes 2 et 3)

Cet ensemble comporte une analyse politique liée à l'(im)popularité d'E. Macron. Le mouvement des gilets jaunes participe ainsi d'une "opposition globale à E. Macron et à sa politique fiscale" (Les Echos, 30/11/2018, commentaires rapportés de Nicolas Bay, député européen du Rassemblement national). Une rétrospective est effectuée sur ses promesses de campagne, des préconisations d'experts comme Philippe Aghion face aux revendications des Gilets jaunes sont formulées (grenelle de la fiscalité, rétablissement temporaire d'une taxe de solidarité visant les très hauts patrimoines).

La classe est également liée à l'actualité du parti LRM, suite à l'élection d'un nouveau délégué national le 1er décembre 2018 (classe 2).

A cette classe constituée de commentaires d'analyse sur la présidence Macron et l'actualité du parti LRM est associée une classe de témoignages (classe 3) qui viennent éclairer et étayer la compréhension politique de la mobilisation des gilets jaunes et le ressentiment à l'égard du Président de la République. C'est ainsi essentiellement de la réputation et de la légitimité d'E. Macron dont il est question, enjeu qui prend une envergure internationale dès lors que la capacité de négociation du président français est engagée, notamment dans le cadre de la COP 24 ou dans la perspective des élections européennes à venir.

Les réactions de l'exécutif et du législatif (classes 5 et 4)

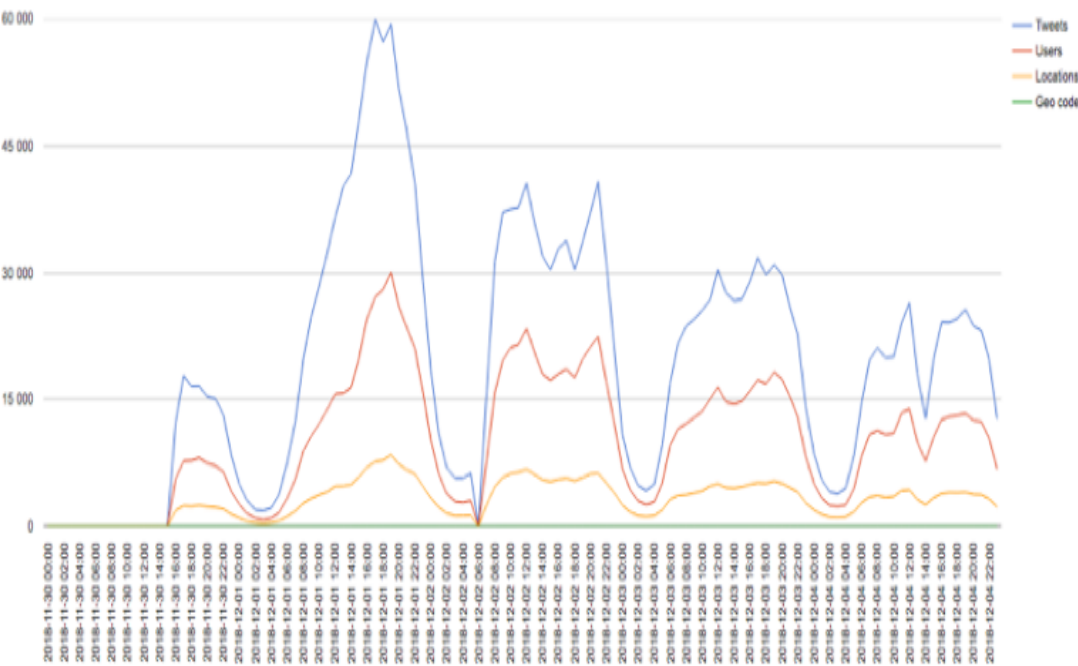
La classe 5 rassemble des segments décrivant les temps forts de l'agenda politique lié à la mobilisation des Gilets jaunes. On y retrouve les impasses des rencontres prévues entre Edouard Philippe et la délégation de Gilets jaunes, d'abord le 30 novembre puis le 4 décembre ainsi que le dialogue engagé avec des représentants des partis politiques afin de trouver des solutions à ce qui apparaît désormais comme une crise sociale mais aussi les déclarations du premier ministre annonçant l'annulation de son voyage prévu en Pologne dans le cadre du sommet sur le climat. L'ampleur du mouvement de protestation affecte ainsi l'agenda politique.

La classe 4 comporte des segments faisant état de la réaction de l'assemblée face aux contestations et la conflictualité que ces réactions hétérogènes, en fonction des acteurs, des partis et des groupes (ex : L. Wauquiez appelle à un référendum sur la politique écologique et fiscale, Marie Le Pen et Louis Alliot demandent la dissolution de l'Assemblée nationale, etc).

Un investissement thématique hétérogène

Certaines des classes lexicales auxquelles nous avons tâché d'apporter une lecture thématique font apparaître des disparités dans l'investissement qu'ont pu en faire les différentes sources mobilisées. Nous détaillons ici les disparités qui nous semblent les plus prononcées. L'Agefi investit particulièrement la classe 10 consacrée à la fiscalité est le pouvoir d'achat. La correspondance économique s'illustre quant à elle particulièrement dans la classe 4 liée aux débats à l'Assemblée Nationale. On peut également noter que l'Humanité est plus impliqué dans ce qui relève de l'analyse et la compréhension du mouvement (classe 7)

2. Twitter: une arène de débat contradictoire



Evolution de l'activité autour des Gilets jaunes sur Twitter

Nous avons collecté un corpus constitué de 2 312 593 tweets comprenant le terme « gilets jaunes » entre le vendredi 30 novembre, veille de la manifestation du 1 décembre, et le 4 décembre jour des annonces du gouvernement¹[1]. Nous observons que le pic d'activité se situe en milieu de la journée du 1er décembre. L'activité est anormalement élevée le 2 décembre pour un dimanche, signe que les événements de la veille ont marqué les esprits.

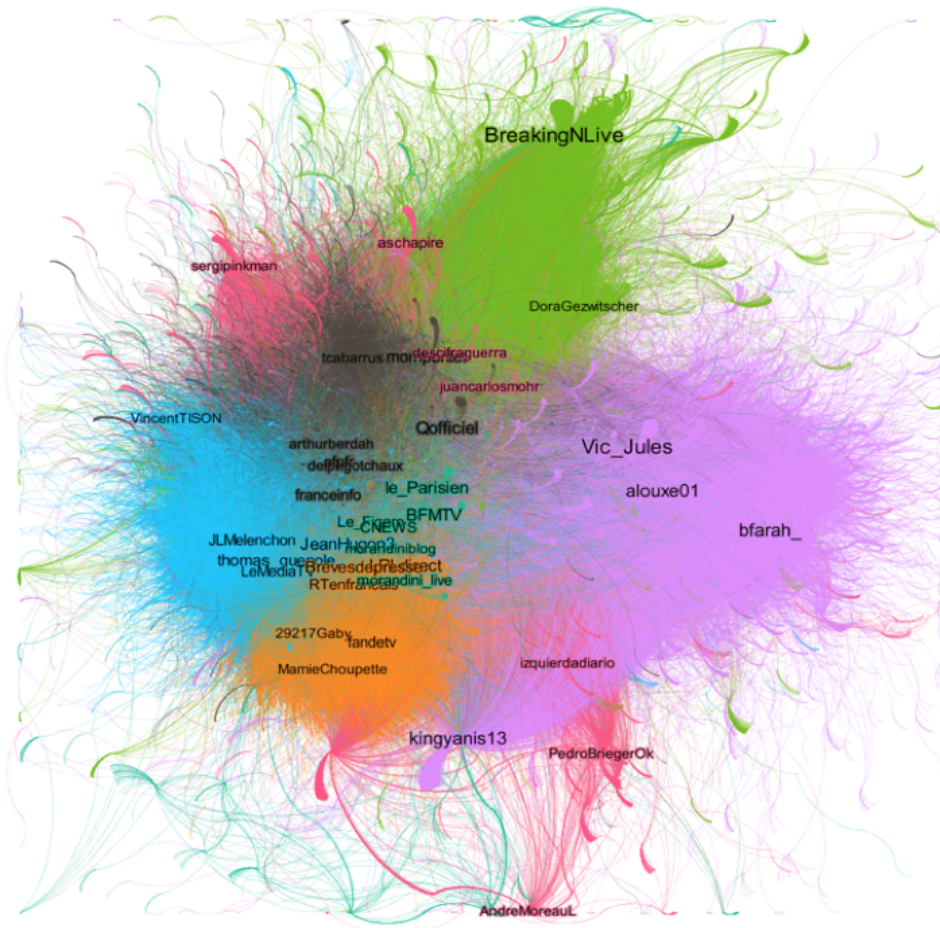
Nombre d'occurrences	Nom de domaine
1924	twitter.com
1445	www.youtube.com
732	www.lefigaro.fr
669	www.bfmtv.com
537	veritablenouvelordre.forumcanada.org
520	www.ouest-france.fr
464	www.leparisien.fr
420	www.francetvinfo.fr
382	www.huffingtonpost.fr
292	www.francebleu.fr
270	www.20minutes.fr
262	www.facebook.com
261	www.europe1.fr
256	www.fdesouche.com
245	www.lemonde.fr
185	www.capital.fr
169	francais.rt.com
164	www.rtl.fr
161	paper.li
149	france3-regions.francetvinfo.fr

Les vingt noms de domaines les plus cités dans l'échantillon

1 Pour cela nous avons utilisé le logiciel libre DMI-TCAT développé par Erik Borra et Bernhard Rieder.

Par la suite, nous avons appliqué une méthode d'analyse qui repose dans un premier temps sur l'étude d'un graphe de relations entre usagers.

Nous avons construit un graphe d'interactions entre usagers à partir de la pratique du retweet de la manière suivante : pour chaque retweet d'un tweet de l'échantillon, nous traitons l'utilisateur émetteur et le récepteur comme les sommets d'un graphe.

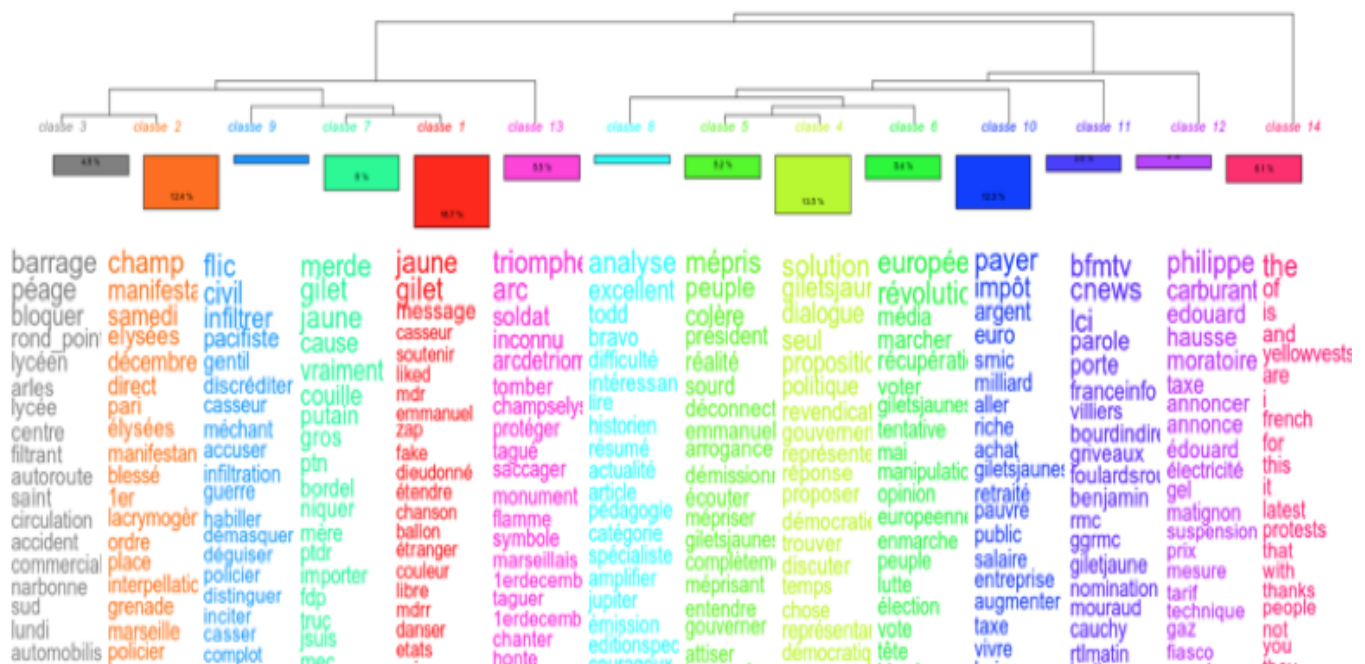


Le graphe ainsi obtenu est orienté par une forme de relations entre twittos. L'étape suivante a consisté à déterminer des communautés à l'intérieur de ce graphe, c'est-à-dire des ensembles de sommets fortement reliés entre eux, ce qui revient dans notre exemple à déterminer des groupes d'individus qui ont tendance à se retweeter, ce qui est la marque d'une certaine affinité personnelle, politique, de point de vue etc.¹. Nous avons ainsi obtenu sept grands ensembles. Enfin, nous avons attribué une couleur différente à chaque groupe d'utilisateurs.

Graphe d'interactions entre usagers de notre échantillon (retweets)

¹ Les graphes ont été réalisés avec le logiciel libre Gephi en utilisant l'algorithme Atlas 2. Les points sur l'image correspondent aux comptes Twitter et les lignes entre les points représentent les retweets. La topologie du graphe est le résultat de l'intensité de l'interaction entre les comptes (plus deux comptes sont caractérisés par une communication bidirectionnelle intense entre eux, plus ils sont proches sur la carte). La taille des points dépend du nombre de « retweets » reçus. La couleur est fonction du degré d'interconnexion entre les points.

Dans un deuxième temps nous avons analysé l'ensemble des tweets originaux de notre corpus (n=422 250) avec le logiciel de textométrie Iramuteq, de manière à dégager les principales classes de discours correspondant aux thèmes les plus importants associés à la discussion autour des gilets jaunes. Nous avons ainsi obtenu quatorze classes de discours représentées dans le dendrogramme ci-dessous à partir des mots les plus fréquemment utilisés dans chacune de ces classes.



Dendrogramme de classes de discours présentes dans l'échantillon Twitter

Dans un troisième temps nous avons examiné manuellement les comptes les plus retweetés de chaque groupe défini ainsi afin de déceler quelle est l'affinité qui relie les utilisateurs qui en font partie (comme en font état les sous-parties ci-dessous). Dans le même temps, nous avons mesuré la surreprésentation éventuelle des différentes classes de discours au sein de chaque groupe. Autrement dit nous avons mis en évidence les thèmes favoris de chacun de groupes d'utilisateurs de Twitter.

Les apolitiques critiques

Le premier groupe, coloré en fushia clair, est structuré autour des comptes sans engagement politique particulier, portés vers la culture populaire jeune (rap, tv réalité etc.). Il s'agit souvent d'influenceurs qui ont produit et fait circuler des contenus à succès relatifs aux gilets jaunes (montages vidéo, images insolites, parodies, mèmes). Au sein de ces groupes les classes sur-représentées sont la 7 et la 1. Il s'agit de remise en cause de l'action des gilets jaunes.

On dénonce le comportement des Gilets jaunes et les conséquences négatives de leur mouvement (retards, blocage des transports etc.). On reproche également aux Gilets jaunes de diffuser des « fake news » et des théories de complot.

L'international

Le mouvement des Gilets jaunes ayant eu des répercussions médiatiques importantes à l'international, nous avons repéré deux groupes d'utilisateurs étrangers l'un anglophone (couleur verte clair en haut du graphe) et l'autre hispanophone (rouge). Le premier est structuré autour des comptes en provenance d'Allemagne, de Pays-Bas, d'Angleterre ou de Belgique qui s'expriment essentiellement en anglais et dont certains affichent leurs soutiens visibles aux Gilets jaunes. Le second est structuré autour des comptes en provenance d'Espagne et d'Amérique Latine appartenant pour grande partie à des journalistes et des militants de gauche. Au sein de ces groupes est sur-représentée la classe 14 qui concentre un vocabulaire en anglais.

Les médias

Les comptes des médias *mainstream* constituent un groupe qui se situe au cœur du graphe (couleur verte foncée) et rassemble ceux qui sont les plus impliqués dans la couverture du mouvement des Gilets jaunes : BFMTV, Le Parisien, CNEWS, Le Figaro, France 24 etc. Les classes sur-représentées au sein de ce groupe sont les 2 et 3 constituées des comptes-rendus des actions des Gilets jaunes et des manifestations à Paris et en province. On y retrouve un langage lissé, factuel et descriptif.

Les soutiens du gouvernement

Ce groupe (gris foncé en haut à gauche du graphe) regroupe à la fois des médias (Qofficiel, France Info, AFP, LCI), des journalistes, mais surtout des comptes qui soutiennent le gouvernement (BHL, TeamMacronPR, AuroreBerge etc.). Le ton du discours de ce groupe est donc donné par ces derniers : il s'agit de la classe 4 portant sur le dialogue et les négociations afin d'obtenir une sortie de crise. Nous constatons ici que les supporteurs du gouvernement et d'Emmanuel Macron semblent adopter une position plus conciliante, en tout cas moins agressive, qu'au début du mouvement.

Les soutiens des Gilets jaunes à gauche

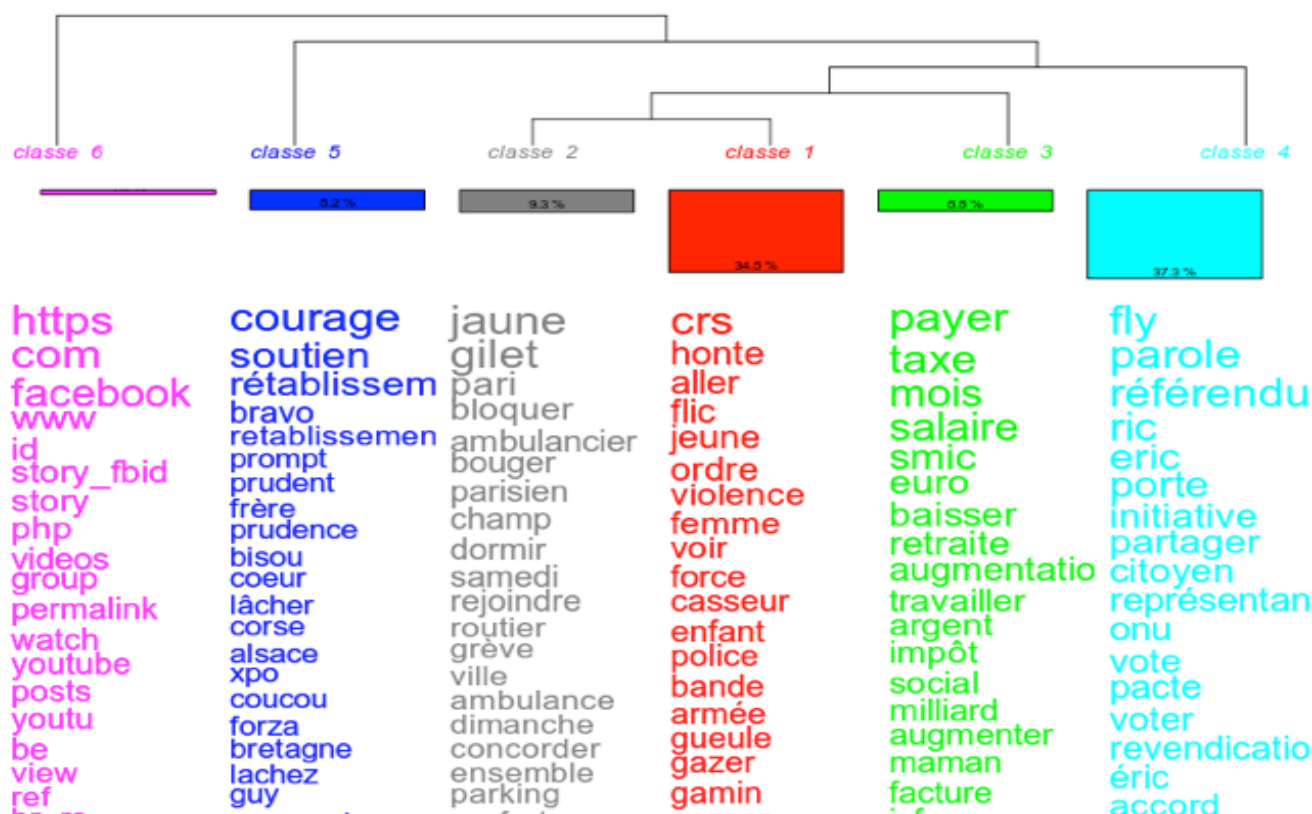
Ce groupe (bleu clair à gauche du graphe) est structuré autour des comptes appartenant à des personnalités et des organisations de la gauche anti-libérale, essentiellement FI et PCF, mais aussi Place Publique. Ce groupe est le plus volumineux du côté des soutiens des Gilets jaunes et celui au sein duquel on trouve une surreprésentation de plusieurs classes : des critiques du gouvernement et d'Emmanuel Macron (classe 5), des discussions autour des différentes possibilités de sortie de crise (4), des discussions autour de la structuration du mouvement des Gilets jaunes, les actions et manifestations (2), des comparaisons avec des événements "révolutionnaires" comparables (Printemps arabe, 1968 et 1789) et la perspective des élections européennes (6), le pouvoir d'achat, l'injustice sociale et fiscale, avec notamment la suppression de l'ISF (10).

Les soutiens des Gilets jaunes à la droite de la droite

Ce groupe est structuré autour des comptes appartenant à des personnalités politiques et des organisations de la droite souverainiste (Nicolas Dupont Aignan) et du Rassemblement National (Marine Le Pen, Gilbert Collard, Jean Messia). Elle regroupe également des sources d'information «alternatives» relayées par l'extrême droite (Damoclès, Fdesouche, La plume libre, Russia Today) et des comptes de soutien au Gilets jaunes (soutienj, giletsjaunesgo) qui paraissent apolitiques. Les classes les plus représentées au sein de ce groupe sont communes avec le précédent : des critiques du gouvernement et d'Emmanuel Macron (classe 5) et des comparaisons avec des événements révolutionnaires (Printemps arabe, 1968 et 1789) et la perspective des élections européennes (6). L'angle à travers sont vus les Gilets jaunes est très politique, comme pour les soutiens de gauche. En revanche, le discours sur les injustices sociales et fiscales est plus faible que pour le groupe précédent.

3. Facebook, un espace de régulation et d'échange pour les Gilets jaunes

Nous avons soumis ce corpus au même traitement lexicométrique que les précédents, les résultats se présentent en 6 classes. La classe 6 regroupe les commentaires constitués quasi exclusivement d'un lien internet renvoyant vers des vidéos et/ou articles. Comme peu de discours y figurent, nous ne nous attarderons pas dessus. Le reste des classes mettent en évidence des commentaires de soutien, des discussions sur la gouvernance interne du mouvement et une revendication clairement formulée pour un partage plus équitable du pouvoir démocratique par le biais de la mise en place d'une procédure de référendum d'initiative citoyenne. Des contre-propositions de réformes concrètes sont également émises, en réponse à celles annoncées par le gouvernement. Enfin, un dernier ensemble lexical met en évidence ce qui relève des actions de terrain. On retrouve également l'expression d'une volonté de se différencier des "casseurs" tout en dénonçant la violence des affrontements avec les forces de l'ordre. Cela dit, en dernier ressort, le gouvernement et E.Macron semblent tenus pour principaux responsables des violences car ils sont régulièrement accusés d'envenimer les choses.



Le dendrogramme des classes lexicales contenues dans le groupe Facebook analysé

Les manifestations d'attention et soutien (classe 5)

Cet ensemble lexical représente 5% du corpus global et il est majoritairement publié le 2/12/18. Le bornage chronologique du corpus commençant au lendemain de la manifestation du 1er décembre, nous observons de nombreux messages de soutien et d'encouragement aux manifestants blessés et/ou choqués.

Regroupés dans la classe 5 ces commentaires sont accompagnés de messages de bienveillance à destination des personnes encore présentes sur les points de blocage ou dans les manifestations étudiantes et lycéennes.

Faites attention à vous les jeunes, soyez prudents

Bon courage à votre petit frère et prompt rétablissement, tout mon soutien

Gouvernance interne et partage du pouvoir démocratique (classe 4)

La classe 4 représente à elle seule 37% du corpus, c'est la classe lexicale numériquement la plus importante. Elle est structurée autour de la question de la réappropriation du pouvoir par le peuple, ou les Gilets jaunes. Deux déclinaisons principales de cette thématique se distinguent : la première concerne la représentation du mouvement et la seconde le partage du pouvoir démocratique à un niveau étatique. Lorsque la structuration du mouvement est le sujet de discussion, c'est essentiellement la question des représentants et de leur légitimité qui est débattue.

Le groupe que nous avons sélectionné, met en avant trois personnalités du mouvement : Eric Drouet, Fly Rider et Priscillia Ludosky; leurs noms apparaissent régulièrement associés à des manifestations de confiance apportées par les internautes. S'agissant d'autres potentiels porte-paroles ou représentants, leur accès à une légitimité semble prise entre l'expression d'une méfiance à l'égard des inconnus et la reconnaissance de l'utilité que pourrait avoir des représentants issus de toutes les régions de France.

Fly Rider on veut Fly Eric et Priscillia Ludosky et pourquoi pas Fabrice Schlegel me concernant j'ai confiance en ces personnes

Pour moi Eric, Fly et Priscilla sont honnêtes mais déjà Fly veut pas être porte parole et les autres je ne sais pas mais c'est aussi à ceux de leur région de choisir

Pour demander ce référendum au gouvernement si je comprends bien, il faut l'accord de tous les gilets jaunes d'où la rapidité de choisir un porte parole par région

Le second niveau où s'exprime la question du pouvoir décisionnel pourrait correspondre à une demande de citoyenneté active à niveau étatique, à la participation des citoyens à la prise de décision politique. La revendication est claire : la mise en place d'un référendum d'initiative citoyenne, afin de permettre une plus grande participation du peuple à la prise de décision.

En démocratie le peuple doit pouvoir être législateur en dernier ressort seul le référendum d'initiative citoyenne nous permettra de reprendre la parole à tout moment pour décider de ce qui nous regarde et ainsi devenir pleinement citoyens

Oui, ne pas accepter les mesurettes, la revendication unique doit être les 4 référendums d'initiative citoyenne c'est notre salut à partir de là on construira le reste

Une seule revendication le référendum d'initiative citoyenne révocatoire permettant de révoquer, virer n'importe quel acteur public président de la république compris abrogatif permettant

d'abroger supprimer des lois législatif permettant d'instaurer créer des lois nous même constituant permettant de modifier notre constitution à tout moment

Ces débats et consultations sont régulés par des sondages, pétitions et autres outils proposés par la plateforme pour recueillir les votes.

Des propositions de mesures concrètes à l'attention des dirigeants (classe 3)

La classe 3 qui représente numériquement un peu plus de 5% du corpus est constituée des commentaires exposant des doléances matérielles, possiblement adressées au gouvernement. Ce n'est donc pas l'enjeu du partage du pouvoir démocratique dont il est ici question, mais l'expression de réformes souhaitées qui correspondent au besoin de revaloriser le pouvoir d'achat et la mise en place de taxes et impôts favorisant la redistribution des richesses (ex : revalorisation du SMIC, salaires et retraites, remise en place de l'ISF et/ou plus de tranches d'imposition). Les commentaires présents ici sont pour plus de 60% d'entre eux publiés le 4/12/18. Ces commentaires sont donc des réponses aux propositions annoncées par le gouvernement, jugées insuffisantes et bien trop partielles :

Non évidemment d'une ce ne sont que des suspensions et de deux ça ne changera strictement rien à notre pouvoir d'achat actuel frigo vide et facture impayées aux mêmes dates non il faut augmenter les salaires et pas deux ou trois euros et baisse des taxes

Report des taxes carbone pour 6 mois contrôle technique gaz électricité idem et pour les salaires et retraites rien, on se fout de nous

Les classes 1 et 2 sont les commentaires postés à propos des actions du mouvement. La classe 2 regroupe 9% du corpus étudié et elle est constituée d'appels au renfort sur certains lieux stratégiques. La classe 1, qui totalise 35% du corpus, regroupe quant à elle les commentaires dénonçant les affrontements avec les forces de l'ordre. On y retrouve comme dans le corpus Twitter la mise en cause des casseurs, clairement identifiés comme extérieur au mouvement, voire même comme appartenant aux forces de l'ordre. Au-delà de ces tensions, des reproches sont adressés directement au gouvernement (et à E. Macron en particulier). Ils sont ainsi accusés de laisser délibérément s'envenimer les choses :

Les gilets jaunes sont descendus à la base pour cela mais vu le comportement de notre cher président face à son peuple les gens ont fini par revendiquer tout ce qui n'allait pas en France, ça fait boule de neige.

Synthèse

Des lieux d'expression en ligne qui portent des prises de positions divergentes ou de simples différences entre les internautes. Des chambres d'échos dont nous avons voulu sonder l'épaisseur et la variété afin d'interroger la nature du cadrage médiatique en regard. Pour répondre à la question centrale pour les médias "qui sont les Gilets jaunes?", la presse livre leurs paroles à la dérobee des manifestations ou lors d'entretiens et de débats ainsi que les paroles des experts ou des citoyens lambda. Un cadrage épisodique principalement arrimé à des témoignages par conséquent et qui tend à diluer les revendications dans un flot polyphonique.

Ce sont les paroles présentes dans les arènes numériques que notre étude a tenté d'investiguer et elle met au jour deux pôles assez homogènes et politiques: des revendications "doléances" ou contre-propositions adressées au gouvernement et principalement à Emmanuel Macron qui apparaît comme leur véritable interlocuteur, et des revendications institutionnelles, liées à la participation des citoyens à la prise de décision adressées au peuple et à la classe politique pour un changement structurel et politique de nos modes de gouvernance actuels.

Notre étude laisse voir également une constance depuis notre premier rapport du 28 novembre dernier dans les objets de contestation du pôle des doléances. Enfin, ces deux pôles partagent une revendication, celle de la nécessité d'un RIC (Référendum d'initiative citoyenne). L'imposition et le surgissement de l'agenda social dans l'agenda politique apparaît aussi dans notre corpus de manière assez saisissante via notre analyse du corpus de presse ainsi que dans la complexité voire l'impossibilité d'un dialogue du gouvernement avec les Gilets jaunes, faute de porte-parolat stable et défini au sens classique du terme.

La dimension apolitique déjà repérée dans notre précédent rapport est également une constante dans nos résultats présents et elle s'illustre également dans les velléités des Gilets jaunes de modérer ou d'appeler à la modération des groupes Facebook notamment, ou le refus de toute récupération politique. Des traces de structuration des Gilets jaunes semblent s'esquisser tant dans la mise en place de leur logistique et organisation mais aussi par leurs revendications partagées, le ralliement d'autres mouvements comme celui des lycéens, et enfin par le refus de la violence qu'ils expriment de façon assez nette.

La figure du Président semble dans ce nouveau rapport et donc après le 17 novembre cristalliser l'ensemble des oppositions et du rejet, davantage qu'Edouard Philippe. Enfin, la presse contrairement au précédent rapport, engage ici de manière assez significative à une forme d'auto-réflexivité et livre les difficultés qu'elle rencontre pour couvrir un tel "mouvement" comme elle le qualifie. Pour finir, il importe de souligner que le registre du racisme, de la discrimination ou encore de la xénophobie reste toujours à la marge dans l'ensemble de la parole des Gilets jaunes sur les réseaux sociaux étudiés. La dimension complotiste, les traces d'infox sont présentes mais de la part des anti Gilet jaunes sur Twitter. La critique des médias ou des violences sur les manifestations opérée par les Gilets jaunes sur le groupe Facebook ou sur Twitter est décorrélée en majeure partie de toute explication complotiste et ne laisse pas voir de circulation particulièrement signifiante de fausses informations.

Quand les Gilets jaunes parlent d'eux, c'est d'abord en tant que "citoyens", "jaunes" et enfin "apolitiques", et ce, de manière majoritaire dans le corpus Facebook et Twitter. Le terme de "mouvement" n'est utilisé que prédicté aux termes de "citoyen" et "apolitique": "mouvement citoyen apolitique". La presse, quant à elle, focalisée en grande partie sur la question de savoir "qui sont les gilets jaunes?", emprunte de manière quasi-systématique le terme de "mouvement" pour les qualifier.

De manière importante pour les médias examinés, se pose la question de l'"extremisation" du mouvement, de sa "radicalisation". Les anti-Gilets jaunes, tels qu'ils s'expriment sur Twitter, s'emploient à rattacher les Gilets jaunes à des lignes partisans pré-définies (extrême droite ou extrême gauche). Les Gilets jaunes quant à eux semblent avoir pris conscience des enjeux politiques forts qui entourent leur cause. Ils occupent leur espace de parole sur le périmètre de Facebook que nous avons examiné en clamant leur apolitisme et en refusant toute récupération. Ils appellent ainsi à la modération des interventions qui pourraient donner prise à des critiques:

« Bien pour expliquer qu'on n'est pas d'extrême droite, va falloir faire du ménage quand je vois et je lis tout ce qui se dit, ça me fout la gerbe » (FB France en Colère).

« Pas de récupération ni de publications syndicales! »

« Je demande aux administrateurs(trices) de ce groupe de bien vouloir valider rapidement ma publication. Merci d'avance. » «

Cette vidéo est de la propagande de la fa-cho-sphère ! »

« Pourquoi cette publication de l'assemblée nationalr de la france insoumise

il faut plus de modérateur sur ce groupe car il y a trop de post RN et compagnie ! »

« Par contre je voudrais savoir une chose vu que à la base c'est un mouvement apolitique si cela ne vous dérange pas qu'il y ai eu gj ce matin sur cnews qui est et se revendique sur la chaîne sympathisant des insoumis!?? Ou seulement ceux de la droite dérange? »

Un agenda social se fait une place dans l'agenda politique

Nous relevons deux modes principaux de couverture médiatique: la couverture en temps réel des événements donc de l'agenda social avec leur lot de mobilisations, de violences aussi, mais dans le même temps l'agenda politique - les déplacements d'Emmanuel Macron ou d'Edouard Philippe ou leurs annonces. Cela dit, si ces agendas ont tendance à fonctionner de façon autonome, on peut constater que le contexte de forte mobilisation sociale a entraîné d'une part des réactions de la part du gouvernement, d'autre part, la tenue de débats et des prises de position à l'Assemblée Nationale. Notre étude laisse entrevoir également combien l'agenda social est traité comme un embarras ou une épine dans le pied de l'agenda politique, susceptible de porter un coup à la légitimité du gouvernement et surtout celle du Président, aux niveaux national et international.

Un ressentiment cristallisé en la personne d'Emmanuel Macron

La personne d'Emmanuel Macron est présentée dans les médias comme cristallisant le rejet des Gilets jaunes plus qu'Edouard Philippe, en s'appuyant sur des experts et des témoignages divers. Dans les corpus que nous avons analysé sur Facebook et Twitter, la parole des Gilets jaunes confirme cette fixation sur la personne du Président de la République qui semble incarner le divorce tant de fois annoncé entre le "peuple" et les "les élites".

Que veulent les Gilets jaunes et qu'en disent les médias?

Deux types distincts de revendications majoritaires émergent de nos analyses venant des arènes d'expression des Gilets jaunes. D'un côté, il y a ceux dont les revendications sont adressées au gouvernement et que l'on pourrait rapprocher de "doléances" ou de contre-propositions : revalorisation du SMIC, défiscalisation des heures supplémentaires, remise en place de l'ISF, hausse du pouvoir d'achat, suspension des taxes sur les carburants, "ne pas toucher à la pension de réversion", "laisser les retraites de nos anciens tranquilles", baisse des salaires des députés. De l'autre, émerge d'autres revendications plus axées sur les institutions politiques la demande d'instauration d'une 6ème République. Selon cette perspective, les Gilets jaunes n'attendent donc rien des institutions actuelles. Ils évoquent à la fois la nécessité d'une assemblée constituante ou d'un référendum. Il s'agit d'une volonté de restitution du pouvoir au peuple dans leur organisation et dans le projet futur.

Il faut noter que ces deux ensembles partagent une aspiration, celle d'un référendum d'initiative citoyenne et rejettent l'idée d'une sortie de crise par le report voire la simple suppression de la taxe carburant. Pour rappel, nous observons ici un groupe national et non local, comme c'était le cas dans le rapport précédent. La césure entre la ville et la campagne qui émergeait d'ailleurs de nos analyses du groupe local Facebook laisse place ici à une césure entre la Nation et la Région, ce qui peut en partie s'expliquer par l'ancrage géographique à dimension nationale de ce groupe. D'ailleurs, la thématique des transports et du manque d'infrastructure en zone rurale repéré dans le groupe local n'est ici évoquée qu'à la marge. Le registre des revendications de manière générale dans nos analyses confirme par ailleurs un constat déjà produit pour notre rapport précédent: le registre et les contenus racistes, de nature discriminatoire ou xénophobe est présent à la marge, et sur le corpus Twitter davantage que sur Facebook.

La presse, quant à elle, relaie quelque peu les revendications des Gilets jaunes au moyen d'un cadrage de type micro-trottoir. Cette dimension testimoniale est présente de manière générale, contrairement à ce que nous pouvions observer dans le premier rapport et rend compte d'une parole assez diverse et éparpillée. Certains médias se focalisent sur des questions spécifiques.

L'Agefi investit particulièrement les thèmes de la fiscalité est du pouvoir d'achat. La Correspondance économique s'illustre particulièrement en relayant les débats et prises de position à l'Assemblée Nationale. L'Humanité quant à elle investit particulièrement ce qui relève de la compréhension et de l'analyse du mouvement : ses causes, sa genèse et sa nature politique.

Quid de la structuration des Gilets jaunes ?

C'est autour d'aspirations communes comme nous l'avions noté dans le précédent rapport, que les Gilets jaunes semblent se structurer. L'actualité du 26 novembre 2018 qui voit l'irruption de huit représentants des Gilets jaunes et de la charte commune, ouvre un espace important de discussion dans les arènes observées autour de la question du statut de porte parole et de la structuration du groupe. Le statut de "porte parole" est alors à entendre au sens premier du terme et non en tant que leader d'opinion comme le serait le représentant d'un parti politique classique.

C'est ensuite via la convergence des luttes et le ralliement d'autres groupes de contestation que s'esquisse cette structuration. Via les appels à rallier le mouvement des lycéens notamment, le refus de la violence, partagé en majorité, les arènes semblent trouver là une forme de structuration. Mais c'est autour de la question de la violence que s'esquissent les contours de cette structuration. En interrogeant la responsabilité à imputer aux violences, la légitimité des actes de débordement ou de violence, les Gilets jaunes s'interrogent sur l'évolution du mouvement. Une minorité soutient que ces violences sont nécessaires pour le succès du mouvement, mais en majorité ils les condamnent. Le mouvement se structure aussi autour d'un discours commun de soutien aux blessés avec des encouragements et des précautions délivrées pour les prochains rassemblements, voire même une organisation parallèle des secours. Les anti-Gilets jaunes sur Twitter par contre identifient le "mouvement" dans son ensemble aux violences. La presse quant à elle différencie de manière claire les "casseurs" du "mouvement". La couverture des violences par la presse, par contre, est principalement focalisée sur Paris pour ce qui est des manifestations du 24 novembre et du 1er décembre. Pour les mobilisations lycéennes, le traitement fait plus de cas de la Province. Sur Facebook, les internautes se plaignent de la survalorisation des blessés du côté des forces de l'ordre.

Que ce soit dans l'arène de Facebook ou celle de Twitter, la critique des médias venant des Gilets jaunes n'est pas corrélée de manière significative à la catégorie du complot ou des "fake news" ou à la marge. Sur Facebook, les Gilets jaunes évoquent l'idée que les médias profitent de ceux qui sont référents pour les embarquer sur les plateaux TV et les "piéger" ou les "manipuler". Du côté de la presse, deux points peuvent retenir notre intérêt. Tout d'abord, nous découvrons une catégorie absente de notre précédent rapport: l'auto-critique des médias. Focalisés sur les usages des RSN (réseaux sociaux numériques) par le mouvement, sur la question de savoir qui sont ces Gilets jaunes, et quel est l'avenir du mouvement, les médias vont dans le même temps conduire une auto-critique de leur propre couverture. Sans détours, ils assument que ce mouvement "leur a échappé" au départ, qu'ils ont du mal à le comprendre dans toutes ses arènes et ses formes.

Les Gilets jaunes et la théorie du complot

Le langage des "fake news" est principalement utilisé par les détracteurs du mouvement (présents sur Twitter) qui sont donc hors du mouvement des Gilets jaunes. La partie "complot" sur représentée consiste principalement à se "moquer" des Gilets jaunes: "oui, on voit bien sur les images que les pauvres GJ n'étaient pas du tout en train d'agresser les CRS c'est sûrement un complot entre Macron et les reptiles merci Catherine de nous avoir ouvert les yeux". Comme dans notre précédent rapport, le recours à la dimension "Fake News" et aux théories du complot vise à discréditer le mouvement: "les GJ un mouvement sans leader dans lequel les fake news prospèrent". Cependant, dans le corpus que nous avons analysé nous n'avons pas décelé des traces importantes de désinformation, comme les nombreuses rumeurs et fausses informations qui ont été repérées par les médias spécialisés dans les espaces numériques des Gilets jaunes (Decodex, AFP Factuel). Tout au plus nous avons repéré des discussions autour des éventuelles provocations de la police qui auraient provoqué des incidents violents pour discréditer le mouvement, un classique de ce type de séquence sociale.

Références

- Ratinaud P., Déjean S. (2009), « IRaMuTeQ : implémentation de la méthode ALCESTE d'analyse de texte dans un logiciel libre », *Modélisation Appliquée aux Sciences Humaines et Sociales* (MASHS2009). Toulouse - Le Mirail.
- Reinert M. (1983), « Une méthode de classification descendante hiérarchique: application à l'analyse lexicale par contexte », *Les cahiers de l'analyse des données* 8(2): 187-198.
- Smyrnaio N., Ratinaud P., (2014), « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter », *Tic & société*, Vol. 7, N° 2, p. 120-147.
- Smyrnaio N, Marty E., Bousquet F., (à paraître – février 2019), « La pétition contre la Loi Travail: construction et appropriation de l'évènement par ses acteurs », in *L'évènement politique en ligne*, Sebbah B. (dir.), *Sciences de la Société*, n°101.
- Ducos A., Loubère L., Souillard N., (à paraître – février 2019) « Dire et Faire Nuit Debout : le rôle des médias traditionnels et des réseaux sociaux numériques dans la structuration d'un évènement politique en ligne », in *L'évènement politique en ligne*, Sebbah B. (dir.), *Sciences de la Société*, n°101.